



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 11/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AUDY SAS

5 CHEMIN DE BEDILLON
33160 Salaunes

Références : 25-553

Code AIOT : 0005201294

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/04/2025 dans l'établissement AUDY SAS implanté 5 CHEMIN DE BEDILLON 33160 SALAUNES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AUDY SAS
- 5 CHEMIN DE BEDILLON 33160 SALAUNES
- Code AIOT : 0005201294
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AUDY LAMBRIS-PARQUETS exerce depuis 1954, sur son site de SALAUNES, des activités de travail du bois. Son activité était autorisée par un arrêté préfectoral du 1er novembre 1956.

Des modifications significatives sont intervenues depuis la prise de cet arrêté. En particulier, des projets de construction d'une nouvelle scierie, et d'extension de la zone de stockage des produits finis (nouveau bâtiment), ont donc conduit cette entreprise à déposer, le 15 mars 2004, un dossier visant à régulariser la situation administrative du site, en présentant les aménagements apportés aux installations depuis le dernier arrêté, et à intégrer les projets à court terme.

Cette demande a abouti à la délivrance d'un nouvel arrêté d'autorisation délivré le 19 août 2013.

Il est à noter que cette société n'utilise aucun produit de traitement du bois.

Cette entreprise emploie 19 personnes.

Cette société fabrique essentiellement des parquets, des lambris et des kits pour des caisses de vin.

Schématiquement, les activités de cette société sont composées:

- de l'exploitation forestière,
 - du sciage,
 - du séchage,
 - du rabotage,
- du bois.

Le site est soumis à enregistrement au titre de la rubrique 2410 de la nomenclature des installations classées et à déclaration au titre des rubriques 1532 et 2910-A de cette même nomenclature.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rejets atmosphériques – Ateliers de travail du bois	Arrêté Préfectoral du 19/08/2013, article Titre II – Articles 5.3 et 5.4	Demande d'action corrective	3 mois
2	Rejets atmosphériques – Chaudière	Arrêté Préfectoral du 19/08/2013, article Titre II – Articles 4.3 et 4.4 et Arrêté ministériel du 3/08/2018, Article 6.2.4	Demande d'action corrective	3 mois
3	Bruit	Arrêté Préfectoral du 19/08/2013, article Titre III – Article 4, 5 et 6	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Confinement des eaux incendie	Arrêté Préfectoral du 19/08/2013, article Titre I – Article 4.3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 19/08/2013, article Titre V – Article 4.4	Sans objet
6	Conditions de stockage	Arrêté Préfectoral du 19/08/2013, article Titre V – Article 1.5	Sans objet
7	Exercice incendie	Arrêté Préfectoral du 19/08/2013, article Titre V – Article 4.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater la correcte exploitation du site. Toutefois, il lui appartient de réaliser des mesures de ses rejets atmosphériques et émissions sonores par des organismes de contrôles agréés afin de confirmer que les actions de suivi et de réduction (des émissions sonores notamment) réalisées permettent au site d'être conforme aux prescriptions de fonctionnement.

La non-transmission des mesures de rejets atmosphériques et des émissions sonores, dans un délai de 3 mois, conduira à la proposition de suites administratives, comme notamment une mise en demeure, auprès du Préfet de Gironde.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets atmosphériques – Ateliers de travail du bois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/08/2013, article Titre II – Articles 5.3 et 5.4
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : <u>Titre II - Article 5.3</u> Les effluents gazeux doivent respecter les valeurs limites suivantes : poussières totales : 100 mg/Nm ³ , si le flux horaire est ≤ 1 kg/h, 40 mg/Nm ³ , si le flux horaire est > 1 kg/h. <u>Titre II - Article 5.4 :</u> Une mesure du débit rejeté, et de la consommation en poussières, doit être effectuée, selon les méthodes normalisées en vigueur, au moins tous les 3 ans, en sortie d'installation de filtration des poussières. Les mesures sont effectuées par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Les conditions d'échantillonnage isocinétique décrites par la norme NFX 44.052, doivent être respectées.
Constats : Les rapports de contrôle présentés par l'exploitant sur ses installations de poussières concernent le fonctionnement du système et notamment la bonne captation et évacuation de ces poussières. En revanche, aucune mesure des émissions de poussières en sortie de ces installations n'a été présentée par l'exploitant. L'exploitant n'a donc pas été en mesure d'affirmer que les valeurs limites ci dessous sont respectées, bien qu'il ait indiqué que les actions d'amélioration identifiées par les contrôles ont été

prises en œuvre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant réalise dans un délai de 3 mois la mesure des émissions de poussières de son système de filtration par un organisme agréé. Il transmet le résultat de ces mesures à l'inspection dès réception.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Rejets atmosphériques – Chaudière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/08/2013, article Titre II – Articles 4.3 et 4.4 et Arrêté ministériel du 3/08/2018, Article 6.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Titre II – Article 4.3:

Les gazs issus de la chaudière (générateur thermique G1) respectent les valeurs suivantes :

CONCENTRATIONS EN MG/NM3	G1
Poussières	150
SO2	200
NOX en équivalent NO2	500
CO	250
COVNH (non méthanique)	50

Les valeurs des tableaux correspondent aux conditions suivantes :

- gaz sec
- température 273°K
- pression 101,3 KPa
- 11 % de O2.

Titre II - Article 4.4 :

L'exploitant fait effectuer, au moins tous les 3 ans, par un organisme agréé par le Ministère de l'Environnement, une mesure du débit rejeté, et des teneurs en oxygène, oxydes d'azote, dans les

gaz rejetés à l'atmosphère, selon les méthodes normalisées en vigueur.

A défaut de méthode spécifique normalisée, et lorsque les composés sont sous forme particulière ou vésiculaire, les conditions d'échantillonnage isocinétique décrites par la norme NFX 44-052 doivent être respectées.

Les mesures sont effectuées sur une durée minimale d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.

Arrêté ministériel du 03/08/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910, Article 6.5.4 :

[...]

Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses :

[...]

- aux installations de combustion existantes de puissance thermique nominale totale supérieure à 2 MW et inférieure à 5 MW fonctionnant plus de 500 heures par an, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté et jusqu'au 31 décembre 2029 ;

[...]

Polluants	Valeur limite
SO2 (mg/Nm3)	225
NOx (mg/Nm ³)	525 (5)
Poussières (mg/Nm3)	50

Renvoi / Conditions / Valeur limite d'émission (mg/Nm3)

[...](5) Installation déclarée avant le 1er janvier 2014. NOx : 750

[...]IV. Les installations utilisant un combustible solide respectent la valeur limite suivante :

- en dioxines et furanes : 0,1 ng I-TEQ/Nm3.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection un relevé de mesures daté du 24/04/2024 et faisant état des mesures suivantes :

CO : 1564 mg/m³

Nox: 53 mg/m³

O2: 15,74 %

SO2: 0 mg/m³

Les valeurs limites de l'arrêté préfectoral étant exprimées dans des conditions particulières (taux d'O2 de 11% et température de 0°C), il y a lieu de convertir les valeurs mesurées pour les comparer à ces valeurs limites, ce qui donne les résultats suivants:

Polluants	Concentration exprimée dans les conditions de l'arrêté préfectoral (11% d'O2 et température de 0°C notamment)	Valeur limite de l'arrêté préfectoral
Poussières	<u>pas de mesure</u>	150 mg/Nm ³
SO2	0	200 mg/Nm ³
NOx	106 mg/Nm ³	500 mg/Nm ³
CO	<u>3117 mg/Nm³</u>	250 mg/Nm ³
COV non méthanique	<u>pas de mesure</u>	50 mg/Nm ³

Par ailleurs, s'agissant de l'arrêté ministériel, les valeurs limites sont également exprimées dans des conditions particulières (taux d'O2 de 6% et température de 0°C), ce qui donne les mesures suivantes :

Polluants	Concentration exprimée dans les conditions de l'arrêté ministériel (6% d'O2 et température de 0°C notamment)	Valeur limite de l'arrêté ministériel
SO2	0 mg/Nm ³	225 mg/Nm ³

Nox	158 mg/Nm ³	750 mg/Nm ³
Poussières	<u>pas de mesure</u>	50 mg/Nm ³
Dioxines et furanes	<u>pas de mesure</u>	0,1 ng I-TEQ/Nm ³ .

En conclusion, il est noté un dépassement de la valeur limite en monoxyde de carbone (CO) important que l'exploitant n'a pu expliquer, ainsi qu'une absence de mesures de plusieurs polluants (poussières, COV non méthanique, et dioxines et furanes). Il a indiqué que lors de la mesure, les conditions de fonctionnement étaient normales et que l'organisme qui réalise la mesure fait également les réglages nécessaires sur la chaudière afin que la combustion soit bonne. Enfin, il n'a pas pu être confirmé que ces mesures sont bien réalisées par un organisme accrédité et dans les normes prévues.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant réalise dans un délai dans un délai de 3 mois la mesure des émissions de sa chaudière, en prenant en compte l'ensemble des polluants réglementés par son arrêté préfectoral et par l'arrêté ministériel du 3/08/2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910. Il veillera à ce que la mesure soit réalisée par un organisme agréés et dans les conditions prévues par la/les norme(s) applicable(s).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/08/2013, article Titre III – Article 4, 5 et 6

Thème(s) : Risques chroniques, Bruit

Prescription contrôlée :

Article 4 :

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement doit se faire en se référant au tableau, ci-joint, qui fixe les points de contrôles (plan joint en annexe III de l'arrêté) et les valeurs correspondantes des niveaux-limites admissibles, en limite d'établissement :

NIVEAU LIMITE DE BRUIT ADMISSIBLE EN dB(A)

Période diurne 7 h - 22 h sauf dimanche et jours fériés : 55

Période nocturne 22 h - 6 h y compris dimanche et jours fériés : 45

Article 5 :

Les émissions sonores de l'installation ne doivent pas engendrer, dans les zones à émergence réglementée, une valeur supérieure à celles fixées ci-après.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	4dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5dB(A)	3dB(A)

Article 6 :

L'inspecteur des installations classées peut demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix est soumis à son approbation. Une surveillance périodique des émissions sonores en limite de propriété de l'installation classée peut également être demandée par l'inspecteur des installations classées.

Constats :

Suite à des signalements de nuisances sonores dans les années précédentes, l'inspection avait sollicité lors de l'inspection réalisée en le 04/09/2019, la réalisation de mesures des émissions sonores du site.

Ces mesures, réalisées le 20/02/2020, ont fait apparaître des dépassements des niveaux sonores et des émergences sur plusieurs points.

Lors de l'inspection du 19/11/2020, l'exploitant avait indiqué que des actions étaient mises en œuvre afin de diminuer ces émissions sonores et devait mettre en œuvre une nouvelle campagne de mesures.

Lors de l'inspection du jour, l'exploitant a indiqué que les émissions sonores de son site ont diminué et qu'aucune nuisance n'est désormais portée à sa connaissance à ce sujet. Il n'a cependant pas mis en œuvre de campagne de mesures afin de démontrer sa conformité sur ce point.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>L'exploitant met en œuvre dans un délai de 3 mois une campagne de mesures des émissions sonores et émergence dans les zones à émergence réglementées, dans des conditions représentatives de son activité(notamment, les mesures seront à réaliser en période diurne et nocturne).</p> <p>Il transmet le résultat de ces mesures à l'inspection dès réception.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Confinement des eaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/08/2013, article Titre I – Article 4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Confinement des eaux incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris celles utilisées pour l'extinction, doit être recueilli dans un volume formant rétention de 840 m3.</p> <p>Ce volume est maintenu vide en permanence. Les organes de commande nécessaires à l'obturation du rejet au milieu naturel doivent pouvoir être actionnés localement, en toute circonstance.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la dernière inspection, l'exploitant avait indiqué que le confinement était réalisé dans la réserve incendie du site, ce que le SDIS 33 avait validé en demandant l'installation d'une vanne guillotine en position fermée ou d'une grille permettant de retenir les matières organiques au niveau de la canalisation du rejet de seaux polluées dans la réserve.</p> <p>Lors de l'inspection du jour, l'exploitant a confirmé qu'une grille était bien en place. L'inspection a en effet pu vérifier la présence de cette grille dans la canalisation du rejet des eaux polluées dans la réserve.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/08/2013, article Titre V – Article 4.4
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement est pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger et comportant au minimum les matériels suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un réseau de robinets d'incendie armés de DN 40 mm, conformes à la règle R5 de l'APSAD, - des extincteurs disposés sur l'ensemble du site, - une réserve d'eau de 1 100 m3, qui respecte les caractéristiques énoncées dans la fiche jointe en annexe VII. Elle doit disposer, notamment, de : <ul style="list-style-type: none"> 3 colonnes d'aspiration de 150 mm, terminées par 2 demi-raccords de 100 mm protégés par des

vannes quart de tour, une aire d'aspiration de 4 m x 8 m, par colonne d'aspiration, permettant le stationnement des engins, un marquage de la capacité et du niveau correspondant, 2 rideaux d'eau mobiles destinés, en cas d'incendie, à protéger la piste cyclable et la maison voisine.
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a pu fournir une attestation de type "Q4" attestant du bon fonctionnement des robinets incendie armés et extincteurs du site.</p> <p>En outre, il a été constaté la présence de la réserve d'eau mentionnée ci dessus, avec les trois colonnes d'aspiration et les aires pour chacune d'elles.</p> <p>Enfin, l'inspection a pu vérifier que l'exploitant disposait bien de deux rideaux d'eau mobiles, bien que l'exploitant ne connaissait pas au départ l'emplacement de ces rideaux d'eaux.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant veillera à signaler sur le plan d'intervention à destination des services de secours, l'emplacement des rideaux mobiles au sein de son établissement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Conditions de stockage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/08/2013, article Titre V – Article 1.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin d'améliorer l'accessibilité pour les moyens de secours, les marchandises en masse (sacs, palettes, etc, ...) sont entreposées sous forme de blocs de 250 à 1 000 m² maximum, et respectent les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - hauteur maximale de stockage : 8 m (5 m pour les liquides), - espace minimal de 0,90 m entre la base de la toiture et le sommet des blocs, - espace entre blocs et parois, et entre blocs et éléments de la structure : 0,80 m, - espace entre blocs : 1 m (2 m tous les 4 blocs).
<p>Constats :</p> <p>Les conditions de stockage ont été vérifiées par sondage dans les différents bâtiments et n'ont pas amené l'inspection à formuler de remarque particulière.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Exercice incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/08/2013, article Titre V – Article 4.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Exercice incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

Le personnel appelé à intervenir est entraîné périodiquement au cours d'exercices organisés à la cadence d'une fois par an au minimum, à la mise en œuvre de matériels d'incendie et de secours.

Le chef d'établissement propose aux Services Départementaux d'Incendie et de Secours leur participation à un exercice commun annuel.

Au moins une fois par an le personnel d'intervention participe à un exercice ou à une intervention au feu réel.

Constats :

L'exploitant a fourni, lors de la visite, le compte rendu de l'exercice du 14/06/2024 rédigé par le SDIS 33 (Centre d'incendie et de secours de Salaunes). Ce compte rendu a permis de démontrer la bonne mise en œuvre des mesures d'alerte, d'évacuation, et de lutte contre l'incendie.

Plusieurs observations ont été formulées suite à cet exercice et ont donné lieu à des actions correctives que l'exploitant a mis en œuvre.

Type de suites proposées : Sans suite